Le Front national de Jean-Marie Le Pen et la Révolution. Entretien avec Daniel Bizeul

Par Claude Millet et Federico Tarragoni

Daniel Bizeul, Claude Millet et Federico Tarragoni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1480>

DOI : 10.4000/elh.1480

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 167-176

ISBN : 978-2-271-12431-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Daniel Bizeul, Claude Millet et Federico Tarragoni, « Le Front national de Jean-Marie Le Pen et la Révolution. Entretien avec Daniel Bizeul », *Écrire l'histoire* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1480> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1480>

Le Front national de Jean-Marie Le Pen et la Révolution

Entretien avec Claude Millet et Federico Tarragoni

Les révolutions ne sont pas le monopole de la gauche : en fonction de leurs revendications, de leurs acteurs et de leurs effets sur le champ politique, elles peuvent être progressistes ou réactionnaires, conservatrices ou radicalement démocratiques. Ce qui fait l'unité du phénomène révolutionnaire est, par contre, un certain mode de mobilisation politique, caractérisé par la volonté de rompre avec l'ordre institué, y compris de façon violente, et par l'utopie d'un nouvel ordre à créer. Ces critères se retrouvent pleinement dans les révolutions ayant conduit à l'instauration du fascisme et du nazisme, et, plus près nous, dans la période de mobilisation des militants et sympathisants du Front national comprise entre 1996 et 1998, avant que le parti ne se banalise dans la vie politique française. Le sociologue Daniel Bizeul, ayant vécu, sous la forme de l'immersion ethnographique, ce moment littéralement révolutionnaire de l'histoire du Front national, nous livre ici un récit peu connu.

Pouvez-vous d'abord nous parler du contexte de votre expérience d'immersion dans les milieux frontistes ?

C'est une enquête à visage découvert qui s'est déroulée d'avril 1996 à juillet 1999 pour l'essentiel, même si en pratique j'ai gardé le contact avec plusieurs militants jusqu'en 2003. Les questions de méthode et les principaux résultats sont présentés dans *Avec ceux du FN*, publié en 2003, et dans quelques textes ultérieurs¹. Mon intention était de réaliser une enquête par « observation participante », comme un exercice d'apprentissage, à l'exemple d'autres collègues. Le FN faisait alors beaucoup parler de lui. Une partie des milieux populaires votaient pour lui désormais, notamment plus du quart des ouvriers et des chômeurs à la présidentielle de 1995. C'est ce qui avait conduit la direction à créer divers cercles et syndicats catégoriels en 1995 en vue d'y étendre son influence. Or ce parti était décrit par des responsables de tous ordres comme raciste, fascisant, dangereux pour la démocratie, et il était jugé inquiétant par une grande partie de la population. C'était intrigant. On ne savait pas grand-chose de ses militants et de ses sympathisants, il n'avait pas été véritablement étudié de l'intérieur et dans la durée, hormis par Anne Tristan, alors jeune journaliste liée à la LCR².

Par le hasard des rencontres, je suis devenu bénévole à l'Entraide nationale, une association caritative hébergée au siège du FN, qui venait d'être créée par Jean-Pierre Blanchard, un ex-éducateur à l'Armée du salut. Comme il était aussi pasteur, il avait pris contact avec Samuel Maréchal, de religion protestante, alors responsable du FNJ et gendre de Le Pen, et il s'était lié à Jany Le Pen, la seconde épouse de celui-ci, de religion protestante

également. Son arrivée a coïncidé avec ce qu'on a appelé « le tournant social » du FN, mis en place par Philippe Olivier, adjoint de Bruno Mégret et autre gendre de Le Pen. Tout comme la création de syndicats en 1995, ou le discours ouvriériste de Le Pen, place de l'Opéra, à l'issue du défilé du 1^{er} mai 1996, l'Entraide nationale devait donner une visibilité médiatique au caractère social du parti.

De novembre à juin, deux soirs par semaine, on distribuait de la nourriture et des vêtements aux SDF devant la gare Saint-Lazare, y compris à ceux de type arabe et africain. Cela permettait aussi de contrer l'accusation de racisme, tout comme le soutien aux enfants de harkis en grève de la faim devant les Invalides, en septembre 1997. Mais dans les faits c'était moins probant, cela variait beaucoup selon les militants et aussi selon qu'il y avait présence ou non de caméras. Une autre action, pendant les mois d'été, consistait à accompagner des personnes en situation précaire, pour l'essentiel des sympathisants, sur une aire de loisirs. La participation à ces actions m'a permis d'être en relation relativement cordiale avec nombre de militants, et d'être présent à de nombreux moments de la vie du parti, y compris au siège, alors à Saint-Cloud, au château de Neuvy-sur-Barangeon, dirigé par Roger Holeindre, ou lors des BBR, autrement dit la fête des Bleu-Blanc-Rouge en septembre, parallèle de celle de *L'Huma*.

Pourquoi avoir pris le parti de l'immersion ?

Parce que l'immersion est la seule façon de voir comment les choses se passent réellement, concrètement, dans toutes sortes de situations, sans les mises en scène de la propagande et sans le

vernissés des relations sociales. Que disent les militants, comment se conduisent-ils, selon qu'ils sont uniquement entre eux ou avec des gens supposés hostiles, par exemple de gauche, ou des journalistes, ou ceux désignés comme Arabes ? Quels points de divergence, ou quels antagonismes, surviennent entre militants ou entre militants de base et cadres pour décider d'une action ou de la façon convenable de se conduire dans telle situation, par exemple lors d'une manifestation contre l'ouverture d'une mosquée ou face à un groupe de jeunes Juifs ? L'immersion est aussi ce qui permet d'établir une forme de confiance mutuelle : on se côtoie pendant plusieurs années, on se retrouve dans les mêmes situations. Cela permet d'en savoir plus sur les personnes, leurs parcours, leurs expériences de la vie, leurs goûts et leurs détestations ; cela amène aussi à ressentir les choses à leur unisson, à abaisser la frontière qui en fait des ennemis ou des gens aberrants. Ce fut perturbant, tout comme pour d'autres : Magali Boumaza qui avait étudié le Renouveau étudiant à la même période, James Aho les chrétiens patriotes de l'Idaho dans les années 1980, Martina Avanza et Lynda Dematteo la Ligue du Nord en Italie au cours des années 2000³. Nombre de mes collègues et de mes proches en étaient choqués. Mais c'est ce qui permet de sortir des stéréotypes, le plus souvent répulsifs dans le cas des militants du FN, et des explications toutes faites, comme la haine de l'Autre ou le ressentiment petit-bourgeois.

De façon inévitable, mon enquête a pris le contre-pied d'une partie des études existantes, pour l'essentiel basées sur les discours publics des dirigeants, sur des sondages d'opinion auprès des électeurs

ou sur des entretiens à dimension biographique, certes plus intéressants, mais où l'interlocuteur raconte en partie ce qu'il veut. Je montrais, contre les analyses d'un certain nombre d'historiens et de sociologues, que la haine de l'Autre, avec un A majuscule, n'est pas le ressort premier des militants ou des sympathisants, mais avant tout un attribut disqualifiant faussement explicatif dû à leurs adversaires. Je contestais également les analyses de collègues, reprises dans *Le Monde* ou ailleurs, qui voyaient une France « lepénisée » et « tараudée par le racisme », ou pour qui l'attraction du FN dans les milieux populaires était due avant tout à un faible niveau scolaire, ce qui les empêchait de comprendre les bienfaits de la mondialisation.

En réalité, ce qui est banal à vrai dire, les militants ne sortent pas d'un même moule, et à plus forte raison les sympathisants. Ils n'ont pas le même âge, n'ont pas eu les mêmes vies, ne sont pas dans les mêmes situations professionnelles, amoureuses, de voisinage. Et donc ils ne réagissent pas de la même façon, ne sont pas alignés sur une même vision des choses, tout comme c'est le cas pour les autres partis, voire pour n'importe quel groupe. Entre les adeptes d'une France blanche et les cathos tradis, entre les ex-Algérie française et les amoureux d'une France de toujours, entre les déçus de la droite et de la gauche et les bourgeois maurrassiens, il existe de véritables antagonismes. Derrière les luttes de pouvoir entre Le Pen et Mégret, avec chacun leurs équipes et leurs adeptes, lors de la scission de fin 1998, début 1999, ce sont des antagonismes de ce type qui se sont exprimés. De plus, vingt ans ou quarante ans plus tard, les individus n'occupent pas les mêmes positions, n'ont pas les

mêmes liens, ou bien ils sont happés dans des bouleversements collectifs, comme une guerre, la désindustrialisation, un changement brutal des valeurs, si bien que leur vision des choses s'endurcit et se radicalise, ou bien se tempère par la force des choses.

Aviez-vous le sentiment que ces militants et sympathisants du FN étaient des révolutionnaires ?

Généralement, l'idée de révolution va de pair avec celle de progrès social. Il s'agit d'une transformation assez soudaine et radicale au bénéfice du peuple, selon le mot habituel, c'est-à-dire les gens modestes, les exploités, et donc qui est défavorable aux privilégiés. C'est un renversement de l'ordre existant, au nom de certains idéaux propres à exalter et à conduire au sacrifice de soi, éventuellement avec la prison ou la mort. Ces idéaux typiques sont la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Au même moment, il est aussi question de mettre au pas les ennemis du peuple, voire de les éliminer. C'est fréquemment la rançon des idéaux absolus, avec parfois des enchaînements de massacres. Il s'agit de purifier le corps social.

L'idée d'associer la révolution avec l'extrême droite peut paraître insolite, ou même provocatrice. C'est pourtant un terme qui convient pour qualifier la visée de transformation radicale, et donc d'inversion des valeurs et des positions, qui était présente au sein du FN à l'époque où j'y étais. Sur le moment, je n'en avais pas autant conscience. C'est désormais avec vos questions que cela m'apparaît en toute clarté. Cette visée de type révolutionnaire était entretenue par la certitude que l'accès au pouvoir était proche, inéluctable, malgré le déchaînement des

adversaires. Une preuve éclatante était la prise de Toulon, Orange et Marignane aux municipales de 1995, puis de Vitrolles avec les Mégret deux ans plus tard. D'où un état de ferveur collective qui était perceptible parmi les militants. Une partie des cadres, souvent jeunes, souvent proches de Mégret, y voyaient l'annonce du moment décisif où tout bascule et où se forment les destins. Certains avaient été ou se disaient nationalistes révolutionnaires. Ils avaient été impressionnés par la rhétorique impérieuse et tranchante de Malliarakis, qui donnait de celui-ci l'image d'un visionnaire. La lecture de ses écrits, *Ni trusts, ni soviets*, qui datent pour l'essentiel de la période Giscard, permet de comprendre son aura auprès de nombreux militants⁴.

Pouvez-vous revenir plus précisément sur les idéaux de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité, dont les militants du FN auraient, dites-vous, été animés ?

Ces valeurs étaient revendiquées au sein du parti, tout comme elles le sont à gauche. Mais elles ne visaient pas les mêmes situations concrètes, n'impliquaient pas les mêmes changements, et donc n'étaient pas au bénéfice des mêmes catégories. Si les militants exigeaient la liberté, c'était parce qu'ils se sentaient bâillonnés, privés du droit à la libre parole, car poursuivis en justice comme racistes, ou négationnistes, ou subversifs. Les procès à l'encontre de Le Pen ou d'autres dirigeants qui s'égrenaient presque de mois en mois en attestaient aux yeux des militants. S'ils exigeaient la justice, c'était pour être traités à égalité de leurs adversaires, et par exemple obtenir des députés en proportion des votes des électeurs, bénéficier d'une bienveillance convenable dans

les médias. Or, disaient-ils, c'était en permanence le « deux poids deux mesures » qui prévalait, et toujours à leur détriment. C'était aussi pour que soient corrigées les injustices liées à leur état de « perdants de l'histoire », selon une formule de Martin Peltier, alors directeur de *National Hebdo*. Plus généralement, c'était pour que soient réinstaurées des règles selon eux primordiales pour la nation, comme « le sens de la patrie », « le respect de la vie », « le respect de l'ordre naturel ». Enfin, logiquement, s'ils en appelaient à la fraternité, c'était avant tout entre membres d'une même communauté nationale, composée de semblables, semblables de culture et de foi patriotique selon les uns, semblables de race selon les autres. D'où le principe d'un droit du sang, en place du droit du

sol, et celui de la préférence nationale, qui demeurent les socles de cette mouvance qualifiée d'extrême droite.

Sous cet aspect, le terme de révolutionnaire est équivoque, il s'apparente même à un contre-sens, car il revient à caractériser ainsi un segment de la société que les révolutionnaires au sens usuel du terme désignaient comme les ennemis du peuple. Sans doute serait-il plus exact ou plus clair de parler de contre-révolutionnaires, pour être en phase avec les héritages historiques. Car la radicalité révolutionnaire revendiquée par les dirigeants du FN prenait le contre-pied des Lumières, des Droits de l'homme, de Mai 68, de Vatican II, comme l'illustrait sur un mode incisif une BD parue dans *Français d'abord*, le journal des adhérents (ill. 1).

Illustration 1 : Page intérieure de *Français d'abord*, n° 276, avril 1998. Droits réservés

Alors, plutôt réaction que révolution ?

Dire *réaction* appelle *réactionnel*, *réactionnaire*. Cela revient à attribuer aux militants des passions négatives, comme le ressentiment ou la haine. Et cela conduit à affirmer qu'il existe « un sens de l'histoire », avec des choix progressistes et des choix réactionnaires en matière de lois, avec des groupes qui sont du bon côté de l'histoire, et d'autres du mauvais côté, les perdants, dès lors renvoyés « dans les poubelles de l'histoire ».

À vrai dire, c'est aussi la notion de révolution, et donc ses antonymes, qui devrait être discutée. Car elle désigne des agrégats socio-historiques de grande ampleur – la Révolution française, Octobre 1917, la révolution industrielle – qui servent parfois de substituts quasi magiques à de véritables explications pour toutes sortes de phénomènes ultérieurs. Or cette idée d'une rupture soudaine est en grande partie une fiction. Elle repose sur une segmentation relativement artificielle de la temporalité historique, et surtout elle occulte la multitude et l'enchevêtrement des actions, pour partie de sens contraire et à l'issue incertaine. C'est ce que montre Haim Burstin, au plus près de l'expérience des individus et des collectifs, pour le faubourg Saint-Marcel sur la période 1789-1794⁵. Mais quand des dirigeants ou des organisations utilisent le mot *révolution*, c'est avant tout pour sa portée mobilisatrice, ou c'est pour légitimer un nouvel état des rapports de force issu de la phase dite révolutionnaire, qu'il convient de vénérer, à l'encontre des désillusions ou des contestations prêtes à s'exprimer. Federico Tarragoni en offre un récit convaincant pour le Venezuela sous Chávez⁶.

Concernant le FN, plutôt que de contre-révolution, je préfère parler d'un

travail de « retournement du stigmat », pour reprendre une formule de la sociologie de la déviance, ou, dit autrement, d'un travail de remodelage de l'expérience pour transformer une image négative, celle de perdants de l'histoire et de parias de la vie publique, en une image positive, celle d'une avant-garde pour le moment malmenée, que l'on tente de réduire au silence, mais qui est consciente d'une catastrophe terrible pour le pays et qui s'y prépare.

En quoi consistait cette catastrophe terrible dans l'esprit des militants ou des dirigeants ?

C'était la submersion de l'Occident par des populations qui arrivent en masse, qui se reproduisent sans limite, qui ont d'autres mœurs, voire une autre religion, et qui sont d'un autre sang et d'une autre couleur. C'est ce que décrit *Le Camp des saints*, de Jean Raspail⁷, dont la lecture était régulièrement conseillée au sein du parti. Il s'agit de la version romancée, sur un mode apocalyptique, de ce qui sera nommé « le grand remplacement » par la suite.

Ce qui se trouvait en arrière-plan, interdit par la loi, mais clairement exprimé par les cadres du parti à cette époque, principalement dans l'entourage de Mégret, c'était un racisme doctrinal, redéfini en ethno-différentialisme pour ne pas effaroucher, qui fait de la race un critère de la politique, autrement dit de la gestion des populations. Les théoriciens du GRECE, les adeptes de Terre et Peuple, autour de Pierre Vial, sont ceux qui l'exprimaient le plus clairement. Il était inscrit en filigrane dans les analyses de Malliarakis lorsqu'il dénonçait la loi autorisant l'IVG⁸. Elle « légalise l'holocauste des futurs bébés », mais surtout

elle crée un vide qui rend inévitable la submersion par « les grandes masses démographiques actuellement sous-alimentées et sur-exploitées », écrivait-il. D'où son appel à une « natalité française », « à l'exclusion de la natalité allo-gène », et pour cela à l'interdiction « de toute aide à la natalité chez les immigrants ». C'était pour Malliarakis l'enjeu majeur de ce qu'il présentait comme « la Seconde Révolution française ».

Quand Le Pen affirme : « Je ne crois pas à l'égalité des races », lors du discours des BBR de septembre 1996, et quand *National Hebdo* présente en une la photo d'un étalon noir en train de monter une jument blanche, due à Toscani pour une pub de Benetton, avec la même phrase en guise de commentaire, c'est d'une clarté totale pour la plupart des militants (ill. 2). Les jeunes militants France blanche que je côtoyais, certains étudiants en thèse, d'autres un peu paumés et pleins de rage, en étaient absolument ravis, car c'était la reconnaissance publique de leur vision du monde, où l'enjeu éminent était la lutte des races. Cela impliquait de faire barrière aux immigrés, en particulier de couleur, voire de se préparer à la guerre dans les banlieues, où ils étaient perçus comme une menace majeure, mais aussi de refuser les fréquentations amoureuses entre races. Car un Noir qui couche avec une Blanche, c'est dégradant, disaient les plus directs, et le rejeton éventuel est un individu douteux, incapable de se situer dans la lutte des races.

Ces formulations étaient alors sans ambiguïté, énoncées sous la forme d'une vérité proprement révolutionnaire, d'autant plus véridique et puissante qu'elle devait s'exprimer en privé, en cela restreinte aux initiés, et ainsi relevait de

l'acte de résistance. Car l'énoncer en public amenait à être poursuivi en justice au nom des lois Pleven ou Gayssot. Une telle vérité servait de clé de voûte doctrinale. Elle se trouvait souvent associée à une autre vérité, celle de l'emprise des Juifs, suspectés d'être à la manœuvre dans les mouvements de population et dans le changement des mœurs, autrement dit dans le cosmopolitisme et la dégradation morale, et dès lors dénoncés comme présents au plus haut niveau dans tous les lieux de décision. Des ouvrages à la documentation dense, comme ceux de Ratier ou de Coston, des pages régulières dans *National Hebdo* ou dans *Rivarol*, donnaient une sorte d'évidence ordinaire à ces affirmations reprises sans fin.

Illustration 2 : Une de *National Hebdo*, n° 635, 19 septembre 1996. Droits réservés

Une partie des militants, cependant, peut-être la plupart, restaient étrangers à ces visions radicales, ou les désapprouvaient. Elles avaient du poids pourtant, parce qu'elles émanaient du siège, plus précisément du segment en ascension représenté par les mégrétistes. Sauf exception, les points de vue de ce genre s'arrêtaient aux initiés, ou la formulation en restait ambiguë, si bien qu'il était possible de les ignorer ou de les tenir pour

des exagérations inoffensives. Surtout, chacun savait qu'il existait quelques élus de premier plan de type arabe ou africain, que des militants, et même des dirigeants, étaient en couple avec une femme d'une autre race, que quelques personnes visiblement non blanches travaillaient au siège du FN ou étaient repérables lors des BBR. Il y avait là quelque chose d'incongru pour nombre de militants, mais c'était la preuve que leur parti n'était pas raciste, pouvaient-ils en conclure.

Pourrait-on alors remobiliser le concept de révolution en pensant celle-ci non pas tant sur le mode du renversement de la souveraineté que sur celui d'une guerre traversant le corps social ?

Une sorte d'équivalent du Grand Soir était dans les esprits. Et cette fois le FN était au premier plan, il faisait l'actualité, il était l'avenir. Les procès contre Le Pen, les contre-manifestations lors d'une réunion publique ou lors du congrès de Strasbourg en 1997, aussi injustes et diaboliques pouvaient-ils sembler aux yeux des militants, donnaient au parti une visibilité inégalée. Loin d'être refroidis par les attaques, les électeurs se tournaient vers lui de façon accrue. Si la nécessité de se préparer au combat physique était présente dans quelques cercles, et si les dirigeants jouaient de cette menace, en pratique c'était une révolution légale, au moyen des urnes, qui était recherchée. L'idée d'une insurrection était jugée loufoque et ceux qui l'invoquaient, ou qui laissaient entendre qu'ils se préparaient à la lutte armée, passaient pour des « mythos » ou des individus dangereux. Un tel projet était aussi irréaliste que l'avait été celui de renverser le régime imaginé par la Ligue des patriotes, avec

Déroulède à sa tête, à la fin du XIX^e siècle, ou celui d'un basculement radical de type anticapitaliste, façon Octobre 1917, auquel les militants de la LCR se préparaient dans les années 1970⁹.

La tactique démocratique semblait d'ailleurs fonctionner, puisque le parti avait des élus en nombre dans les conseils régionaux, avait gagné quelques mairies importantes, et souvent tenait au collet les partis de droite dans des triangulaires. Il aurait suffi que la proportionnelle soit instaurée à nouveau, comme l'avait fait Mitterrand pour les législatives de 1986, et le parti aurait été assuré d'un groupe important de députés. Ce n'était plus de la fiction, mais le cours de l'histoire. Comment ne pas y croire, comment n'en être pas confirmé dans sa propre vision, quand autant de signes en attestaient ?

Votre livre invite à penser le début du FN comme un moment révolutionnaire au sens où il était animé par une critique radicale du système et par un appel messianique à la transformation de la société, mais dans le sens d'une régénération et d'une purification de la nation. Diriez-vous, en ce sens, que le Front national est le dernier produit d'une tradition nationaliste révolutionnaire qui débute à la fin du XIX^e siècle, traverse les grèves de 1934 et réapparaît avec le poujadisme ?

Il est toujours délicat de statuer sur une continuité des mêmes idées d'une époque à une autre, de faire comme si une même idéologie subsistait dans un endroit du corps social pour réapparaître de temps en temps, à la façon d'une source résurgente ; ça me paraît être un point de vue de politiste ou de philosophe. En supposant que c'était vrai pour une partie des jeunes cadres et

des intellectuels liés au parti, qui lisaient les revues et les livres recommandés, et qui se fabriquaient ainsi un héritage, ce n'était pas le cas pour la plupart des militants, qui ignoraient tout de ces traditions et de ces débats idéologiques.

Il y a quand même toujours des transmissions générationnelles. Si on accepte de considérer le frontisme comme un mouvement révolutionnaire vécu comme tel, comment ces individus ont-ils construit leur identité révolutionnaire ? En d'autres termes, en quoi exactement le fait de se définir comme « révolutionnaires » changeait leur manière d'agir, d'être soi, de se percevoir face aux autres ?

Ce qui était révolutionnaire, c'était d'abord de détenir une clé essentielle pour comprendre le cours du monde, qui apparaissait désolant et inquiétant, c'était d'accéder aux véritables causes de la destruction du pays. C'était ensuite d'être convaincu que des bouleversements majeurs allaient survenir à cause des migrations de masse, si bien que la guerre raciale était inévitable. D'ailleurs, elle était déjà palpable dans les violences dites urbaines, en réalité raciales selon les militants, c'était là une sorte d'évidence

criante. Enfin, c'était la volonté de s'y préparer, et en cela d'être une avant-garde, d'être des combattants prêts au sacrifice et, plus concrètement, disposés à la bagarre. Lors de telle ou telle élection, des jeunes militants entraînés à se battre participaient au service d'ordre ou constituaient une force d'appoint, lors des événements publics les gros bras étaient visibles, cela apparaissait d'autant plus légitime que les adversaires étaient en nombre, sûrs de leur bon droit, bruyants, et également entraînés et prêts à en découdre.

Étaient-ils portés par une utopie, une idée de la société à construire ? Ou du moins par la volonté de reconstituer un ordre imaginé ?

Utopie si on veut, mais alors utopie du retour à un ordre d'avant les révolutions sociales et morales, celles de 1789, 1968, et d'avant les bouleversements de la mondialisation. C'était la réinstauration d'un ordre perçu comme naturel, respectueux des hiérarchies existantes et de principes de vie intemporels, peu dissemblable dans ses principes de celui de la Révolution nationale développé par le régime de Vichy.

Notes

- 1 Daniel BIZEUL, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte (Textes à l'appui. Enquêtes de terrain), 2003 ; « Des loyautés incompatibles. Aspects moraux d'une immersion au Front national », *SociologieS*, 2007, <<http://journals.openedition.org/sociologies/226>> ; « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le Front national », *Sociétés contemporaines*, n° 70, 2008, p. 95-113 ; « Front national : parti fascisant ou parti banal ? De la difficulté de se faire un jugement sur une organisation hétérodoxe », dans Nicolas GUILLET, Nada AFIOUNI (dir.),

Les Tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe, Éditions de l'université de Bruxelles, 2016, p. 55-72.

- 2 Anne TRISTAN, *Au Front*, Gallimard, 1987.
- 3 Magali BOUMAZA, « L'expérience d'une jeune chercheuse en "milieu extrême". Une enquête au Front national », *Regards sociologiques*, n° 22, 2001, p. 105-121 ; James A. AHO, *The Politics of Righteousness. Idaho Christian Patriotism*, Seattle, University of Washington Press, 1990 ; Martina AVANZA, « Comment faire de l'ethnographie

- quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », dans ALBAN BENSA, Didier FASSIN (dir.), *Les Politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 41-58 ; Lynda DEMATTEO, *L'Idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, FMSH, 2007.
- 4 Jean-Gilles MALLIARAKIS, *Ni trusts, ni soviets*, Le Trident, 1985.
 - 5 Haim BURSTIN, *Une révolution à l'œuvre. Le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Champ Vallon, 2005.
 - 6 Federico TARRAGONI, *L'Énigme révolutionnaire*, Les Prairies ordinaires, 2015.
 - 7 Jean RASPAIL, *Le Camp des saints* [1973], R. Laffont, 1985.
 - 8 Jean-Gilles MALLIARAKIS, *op. cit.*, p. 199-202.
 - 9 Bertrand JOLY, « L'insurrection fantasmée. Les projets de la Ligue des patriotes en 1898-1899 », dans Jean-Claude CARON (dir.), *Paris, l'insurrection capitale*, Champ Vallon, 2014, p. 71-82 ; Florence JOHSUA, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, La Découverte, 2015.